



► La réforme des fonds structurels européens.

Cese - Adria Houbairi, Jean-Luc Bennahmias. Juin 2018. 66 p.

Le Cese formule 18 préconisations qui visent à conforter la politique de cohésion dans l'Union et améliorer sa visibilité dans le contexte de crise que traverse l'Union, en renforçant la prise en compte des territoires et des acteurs et actrices les plus fragiles tout en simplifiant les règles de mise en oeuvre.

► L'avis ► La synthèse

Collectivités territoriales

► Les chiffres-clés des collectivités territoriales.

DGCL. Juin 2018. [en ligne].

Retrouvez les indicateurs-clés sous forme de tableaux et d'infographies : les finances locales en 2017, la répartition de la DGF, les contributions perçues par les collectivités locales en 2017, la répartition des communes selon leur taille, l'intercommunalité à fiscalité propre, les syndicats au 1er janvier 2018 (EPT, PETR, pôles métropolitains, syndicats mixtes, ...).

Développement territorial

► Délocalisations : un nouvel indicateur pour identifier les territoires à risques.

El Mouhoub Mouhoud.

The Conversation, 25 juin 2018. [en ligne]

Les délocalisations engendrent parfois des chocs territoriaux sur l'emploi et le tissu productif qui sont rarement compensés. Pour mieux les identifier, voire les anticiper, l'auteur propose un indicateur original de vulnérabilité des zones d'emploi françaises aux risques de délocalisation industrielle.

► Mobilité géographique et emploi : une analyse spatiale.

Centre d'études de l'emploi - Emilie Arnoult

Connaissances de l'emploi, n°142, mai 2018. 4 p.

Environ une personne sur dix en France change de logement chaque année. Si la plupart de ces mobilités ont lieu au sein d'une même commune, on assiste depuis le début des années 2000 à un accroissement des mobilités longues (i.e. migration d'un département ou d'une région à l'autre).

L'étude de ces dernières, souvent motivées par un changement de situation professionnelle ou par la recherche d'un meilleur cadre de vie, fait apparaître des dynamiques territoriales fortement opposées entre le nord-est et le sud-ouest ainsi que des éléments d'attractivité contrastés en matière de marchés locaux du travail ou de localisation de la population. Visant à déterminer le lien entre évolution de l'emploi et mouvements migratoires des individus, les outils de l'économétrie spatiale mettent en évidence l'influence mutuelle de l'économie locale et des mobilités résidentielles. Ils permettent en outre de vérifier un décalage entre attentes des populations et facteurs de dynamisme économique, qui alimente le phénomène de périurbanisation.

► **Développement économique des territoires. Orientations générales du Medef.**

Mouvement des entreprises de France (Medef). Juin 2018. 28 p.

Préoccupé par la déshérence de certains de nos territoires, parfois qualifiés de « périphériques », le Medef a mené pendant un an des auditions d'experts et a lancé une enquête via son réseau d'adhérents pour alimenter ce débat d'intérêt général. Il propose ici 12 propositions pour le développement économique des territoires. Ces propositions peuvent se résumer en quatre principes d'action : construire une vision de chaque territoire en association étroite avec les acteurs du monde économique ; simplifier le cadre de l'action territoriale en privilégiant souplesse et contractualisation ; développer l'attractivité du territoire en le mettant au service de l'emploi et de l'économie ; contribuer au niveau territorial à la construction du bien commun.

► **De grands projets pour relancer les territoires.**

Chloé Leclère.

***Idées économiques et sociales*, 2018/2 (n° 192), p. 34-38.**

L'intégration des problématiques spatiales dans les sciences économiques n'est plus à prouver ; elle a permis notamment une meilleure compréhension de la croissance, de l'innovation et du commerce. La conférence « *De grands projets pour relancer nos territoires* » des Journées de l'économie montre l'hétérogénéité des acteurs locaux et de leurs besoins quotidiens. Développer l'attractivité des territoires exige des politiques sectorielles cohérentes, en rapport avec l'analyse coûts-bénéfices de la métropolisation.

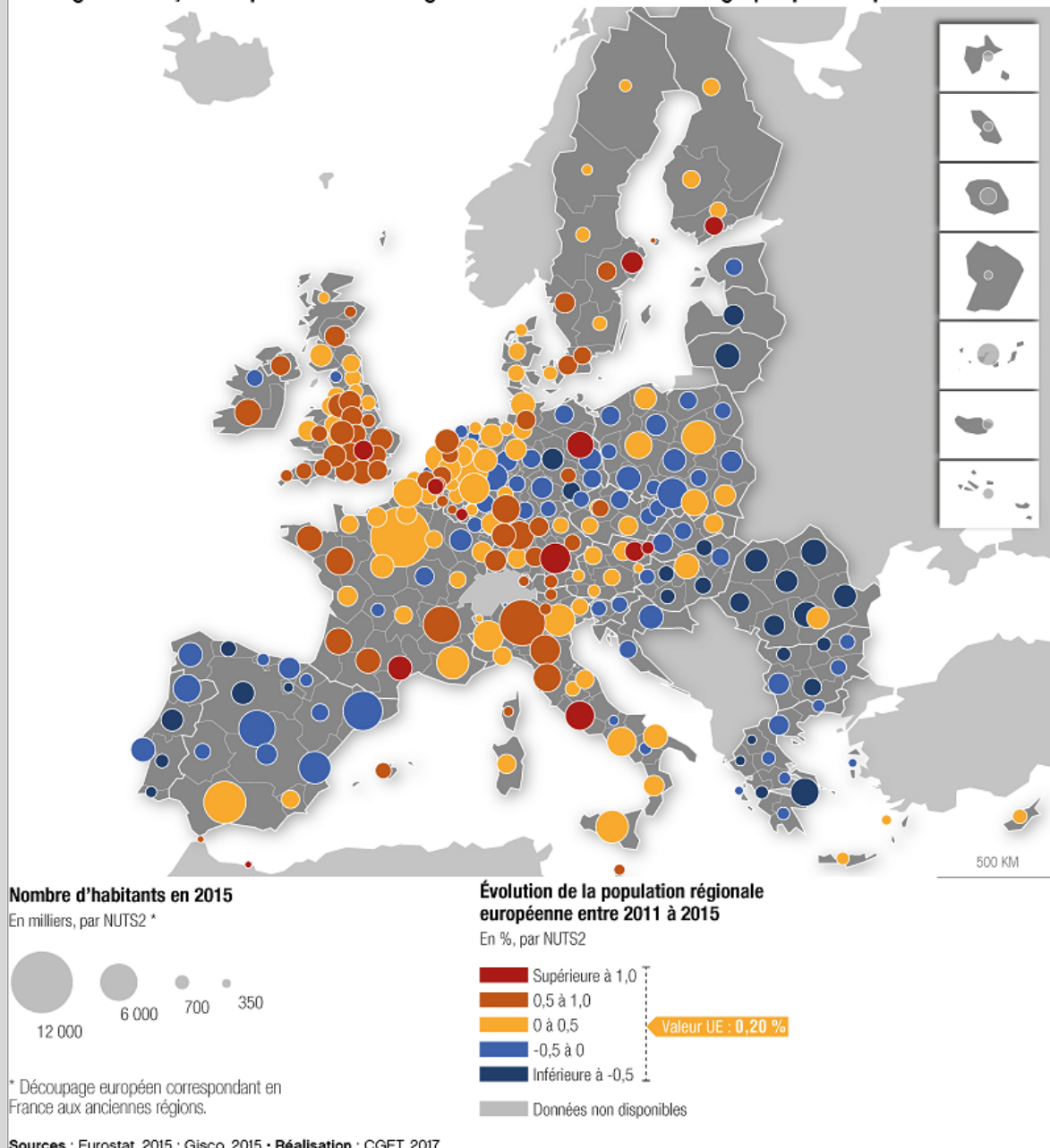
Démographie

Une carte, un focus

► **Contribution des régions françaises à la croissance démographique européenne.**



Des régions françaises qui contribuent largement à la croissance démographique européenne



Au 1er janvier 2017, l'Union européenne comptait 512 millions d'habitants. Avec 67 millions d'habitants, soit 13,1 % de la population européenne, la France est le deuxième pays le plus peuplé de l'UE après l'Allemagne, et son poids tend à se renforcer sous l'effet de son fort dynamisme démographique. En effet, la France connaît la plus forte croissance (+0,53 % par an) après le Royaume-Uni (+0,78 % par an, contre +0,27 % en moyenne européenne) : à eux deux, ces pays ont contribué à 60 % de l'augmentation de la population de l'UE entre 2007 et 2017 ! Trois régions françaises comptent parmi les vingt plus peuplées d'Europe (Île-de-France, Paca et ancienne région Rhône-Alpes) ; cinq autres figurent parmi celles qui ont connu la croissance démographique la plus soutenue au cours des dernières années (Bretagne, Pays de la Loire et anciennes régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon).

► [Retrouvez ces données](#) et bien d'autres à l'échelle européenne sur le site de l'Observatoire des territoires !

Economie sociale et solidaire

► [ESS et création de valeur. Synthèse du rapport d'étude n° 2 : vers une nouvelle approche de l'impact social.](#)

La Fonda ; Avise ; Labo de l'ESS. Juin 2018. 20 p.

Mesurer l'impact social d'une action d'intérêt général a, sans conteste, des vertus positives : guider et piloter sa stratégie, s'améliorer, valoriser le travail de ses salariés et bénévoles, rendre compte à ses financeurs et partenaires, communiquer efficacement, etc. Une interrogation grandit néanmoins sur le rôle des démarches d'évaluation, qui menacent parfois de fragmenter un peu plus le tissu composite de l'ESS : l'évaluation est-elle seulement un instrument d'optimisation budgétaire, ou peut-elle être un véritable outil de réflexivité stratégique ?

Grand Paris

► Débat : Métropole du Grand Paris, ou comment la neutralité budgétaire promeut les inégalités territoriales.

Alexandre Faure.

The Conversation, 14 juin 2018. [en ligne]

Le budget de fonctionnement de la Métropole du Grand Paris est particulièrement bas. Loin d'être la traduction d'une gestion vertueuse, il souligne surtout le manque d'ambition politique pour cette structure, qui ressemble davantage à une coquille vide qu'à un outil intégrateur capable de résorber les inégalités territoriales. Décryptage.

► Pour un Grand Paris à la mesure de ce qu'est Paris.

Luc-André Jaxel-Truer.

Métropolitiques, 18 juin 2018. [en ligne].

La réforme du Grand Paris s'inscrit dans une histoire longue mais ses enjeux politiques, démocratiques et financiers sont toujours d'actualité. Luc-André Jaxel-Truer nous livre une vision personnelle de l'histoire métropolitaine et un plaidoyer en faveur d'une métropole intégrée et de l'élection au suffrage universel de son président ou de sa présidente.

Logement - Habitat

► Territorialiser les besoins en logements sociaux à l'horizon 2030 en Corse.

Cerema ; Dreal Corse. 2018. 26 p.

La connaissance territorialisée des besoins de la population en termes de logements est indispensable à la définition d'une politique locale de l'habitat cohérente. Le Cerema a réalisé, en lien avec la Dreal Corse, une déclinaison des besoins en logements sociaux à l'horizon 2030 sur la région Corse. Cette étude a notamment vocation à favoriser une vision partagée des enjeux et des priorités entre les acteurs de l'habitat afin de renforcer la cohérence des interventions.

► L'investissement croissant des bailleurs sociaux dans le domaine de la sécurité.

IAU-IdF - Aorif ; Camille Gosselin ; Virginie Malochet ; Hélène Joinet.

Note rapide Prévention-Sécurité, n° 777. Juin 2018. 6 p.

En novembre 2017, le groupe bailleurs de l'Observatoire du logement social en Île-de-France (OLS) s'est réuni à l'IAU-IdF pour débattre des questions de sécurité au sein du parc social. À partir des retours d'expériences partagées à cette occasion, des travaux menés par l'IAU-IdF sur le sujet, et du plan stratégique récemment élaboré par l'Aorif, cette note d'analyse fait le point sur l'implication des organismes HLM en matière de sécurité.

Numérique

► Classes populaires en ligne.

Réseaux, (n° 208-209) 2018/2-3 trim. 312 pages.

Que se passe-t-il quand un outil qui a été élaboré et d'abord utilisé par les classes moyennes et

supérieures diplômées est approprié par des individus qu'on a souvent décrits comme les exclus de la révolution numérique ? Parmi les articles : "Les disparités sociales des usages d'internet en santé : effets combinés des socialisations familiales et des sources informationnelles" ; " Quand un réseau confirme une place sociale : l'usage de Facebook par des adolescents de milieu populaire".

Organisation territoriale

► Anciennes et nouvelles capitales des régions françaises dans les débats autour de la réforme régionale : Les enjeux territoriaux dans la prise de décision.

Antoine Laporte ; Guillaume Vergnaud.

Revue d'Économie Régionale & Urbaine, n°3, juin 2018. pp. 651-672

À partir d'une analyse des débats parlementaires portant sur la réforme territoriale de 2016, cet article mesure la place de la question des chefs-lieux dans la réforme et interroge les représentations, enjeux et argumentaires ayant sous-tendu le choix des nouvelles capitales. Au coeur d'un débat d'aménagement du territoire classique, celles-ci apparaissent comme des objets de négociations liées à des intérêts locaux mais sont pourtant à l'origine des propositions d'organisations territoriales polycentriques.

► Le modèle institutionnel local français n'est pas une anomalie.

Action publique XXI (Think tank).

Note n°3, 20 juin 2018. 6 p.

A l'échelle européenne, des réformes s'opèrent depuis des années qui tendent à simplifier l'organisation horizontale et verticale des institutions locales. Il conduit notamment à des mouvements de fusion de collectivités. Dans ce contexte, la situation de morcellement communal qui caractérise la France serait-elle une anomalie ?

Service public

► Le service public citoyen.

Paul Duan.

Fondation The Digital New Deal (think tank), juin 2018. 43 p.

Les nouvelles technologies offrent les moyens à tout citoyen d'agir à grande échelle et dans un laps de temps réduit. Il est désormais possible pour chacun d'innover au service de l'intérêt général, et de construire ensemble un monde de demain profitable à tous. Pourtant, aujourd'hui, l'innovation technologique profite majoritairement aux intérêts privés, et les innovations sociales – aussi prometteuses soient elles – peinent à atteindre une envergure à la hauteur des enjeux de société. Cette note propose de construire une nouvelle forme de service de l'intérêt général, dans laquelle chaque citoyen peut participer à la construction du service public, en couplant l'innovation issue de la société civile avec les forces et les garanties de l'État et des collectivités.

Territoires

► Quelles coopérations entre collectivités pour construire l'avenir d'un ouest breton inventif et attractif.

ADEUPa Brest Bretagne, juin 2018. 16 p.

L'organisation territoriale de la République a beaucoup évolué ces dernières années. Si les principaux changements ont porté sur le redécoupage des régions et des intercommunalités, la carte des communes évolue elle aussi plus discrètement. En parallèle, les compétences ont été redistribuées entre régions, départements et intercommunalités, parmi lesquelles les métropoles. La présente publication a pour objet de partager quelques repères sur les évolutions en cours dans l'Ouest breton, et d'interroger ces évolutions en termes d'adaptation de la conduite des politiques publiques aux mutations sociales, économiques et écologiques à l'œuvre.

Urbain

► La ville verticale, un modèle (in)désirable ?

Sybil Cosnard.

City Linked. Juin 2018. [en ligne].

Aujourd'hui, la moitié de la population mondiale vit en ville. En 2050, ce taux avoisinera les 70%, soit 6 milliards d'êtres humains qui se concentreront... sur 2% du territoire. La densification urbaine est devenue un enjeu stratégique. De nombreuses métropoles, aux quatre coins du globe, ont recours à la construction de grande hauteur pour y répondre. Mais en France, ce modèle demeure mal considéré et continue de susciter des craintes. La ville verticale peut-elle être désirable ?

Vie associative

► Pour une politique de vie associative ambitieuse et le développement d'une société de l'engagement.

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative ; Haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale ; Haut conseil de la vie associative.

La Documentation française. Juin 2018. 108 p.

Ce rapport est le résultat du chantier de co-construction pour une politique associative lancé par le Gouvernement le 9 novembre 2017 et piloté conjointement par la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, le Haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale, et le mouvement associatif. Ce rapport est structuré en 3 axes : faire vivre les potentialités de la loi 1901 ; bâtir une politique de développement, de soutien et de reconnaissance de la vie associative ; faciliter la mission d'intérêt général des associations. Le Haut conseil à la vie associative (HCVA) a présenté un avis sur ce rapport. Cet avis est proposé en complément de ce rapport.

Villes moyennes

► Les villes moyennes.

Nicolas Rio.

Partie prenante, mai/juin 2018. [en ligne]

Billet de blog en trois volets :

► Les villes moyennes (1/3) : une crise de vocation !

Pour commencer, le diagnostic. Les villes qu'on dit moyennes vont-elles si mal ? Quels sont les facteurs qui expliquent le déclin annoncé ? Quel est le problème avec ces territoires trop souvent regardés avec condescendance ou misérabilisme ?

► Villes moyennes (2/3) : les limites du « c'était mieux avant ».

Les villes moyennes sont en crises plurielles : crise des chefs-lieux, crise des petits commerces et crise des centres-villes. A travers ces trois tendances, c'est la vocation même des cœurs de villes moyennes qui se trouve remise en cause. Face à ce signal d'alarme, que peut faire l'action publique ? Une politique nationale des villes moyennes a-t-elle encore un sens, et à quelles conditions ? Le programme Action Cœur de ville va-t-il dans le bon sens ? Après le diagnostic, deuxième volet de notre série sur la réinvention des villes moyennes.

► Réinventer les villes moyennes, oui mais comment ? Quatre pistes pour redonner du souffle aux cœurs des villes moyennes (3/3) ?

Le programme *Actions Cœur de ville* comme les plans qui l'ont précédé sont surtout focalisés sur l'offre : rénover le parc de logement pour lutter contre la dégradation du bâti, requalifier les rez de chaussée pour limiter la vacance commerciale, construire des bureaux pour attirer des emplois, etc. Le problème, c'est que cette offre bâtie s'avère en décalage croissant avec les modes de vie contemporains et la fonction des villes moyennes. Il serait sans doute plus porteur de repartir de la «

demande de villes moyennes ». Quels sont les besoins de celles et ceux qui y vivent ? Quelles sont les attentes de celles et ceux qui pourraient y venir ? Quelles sont les fonctions qui spécifient ces villes intermédiaires, par contraste aux Métropoles et aux ruralités ?

Actualité parlementaire et réglementaire

- [Proposition de loi](#) relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale. Rapport n° 546 (2017-2018) fait au nom de la commission des lois. [Agence nationale de la cohésion des territoires parmi les sujets discutés]. Mathieu Darnaud ; Philippe Bas ; Bruno Retailleau. Sénat. Juin 2018. 215 p.
- [Question écrite](#) n° 8244 (Assemblée nationale) relative à l'agence nationale de la cohésion des territoires. J.O Assemblée nationale. 19 juin 2018. En ligne.
- [Audition](#) au Sénat (Commission des affaires économiques), le 13 juin 2018, de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires dans la perspective de l'examen au Sénat du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN).

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)